

Domaine prioritaire 4 : réemploi des spécialistes en armement désaffectés

Du jour au lendemain, la dissolution de l'Union soviétique a laissé sans emploi des dizaines de milliers de spécialistes de l'armement dans la zone de l'ex-URSS. Le Partenariat mondial a jugé qu'il s'imposait de trouver les moyens de réaffecter les compétences et les connaissances de ces chercheurs à des activités scientifiques ayant des fins pacifiques. La communauté internationale estimait qu'à moins qu'on leur offre des possibilités d'emploi durable dans leur domaine professionnel, ils risquaient de céder aux offres séduisantes venant de groupes terroristes ou d'États soupçonnés de se livrer à des activités de prolifération.

Le Centre international des sciences et de la technologie est un organisme intergouvernemental dont le siège se trouve à Moscou. Il est financé principalement par le Canada, les États-Unis et l'Union européenne.

Le CIST coordonne les efforts déployés par les gouvernements, les organismes internationaux et les industries du secteur privé pour donner aux spécialistes de l'armement désaffectés en Arménie, au Bélarus, en Géorgie, au Kazakhstan, en République kirghize, en Russie et au Tadjikistan la possibilité d'appliquer leurs connaissances et de participer à des partenariats internationaux à des fins pacifiques.



et du comité scientifique consultatif⁵. Le Canada s'est engagé à verser jusqu'à 18 millions de dollars par an pour appuyer les projets de recherche du CIST ainsi que divers programmes de réorientation et les activités courantes.

De mars 2004 à mars 2005, le Canada a engagé 10,6 millions de dollars pour 38 projets de recherche scientifique auxquels ont participé 881 chercheurs désaffectés dans diverses disciplines nucléaires, chimiques, biologiques et autres. Participaient également à ces projets, du côté canadien, des collaborateurs issus du gouvernement, de l'industrie et d'établissements universitaires de tout le pays.

Le CIST a créé un département de la sécurité mondiale et de la planification stratégique à la suite de l'adhésion du Canada. Le mandat de ce département recouvre les technologies liées à la sécurité des personnes et des lieux dans les instituts de recherche sur l'armement, de même qu'à la lutte antiterroriste et à des questions comme la non-prolifération, le contrôle des armements et le désarmement. En décembre 2004, le conseil de direction du CIST a approuvé la nomination d'un directeur exécutif adjoint canadien pour diriger le nouveau département.

« Le mandat du CIST est très noble. Lorsque nous étions étudiants, bon nombre d'entre nous avons eu l'occasion de débattre de la dichotomie entre la guerre et la croissance économique ou de la transformation « des épées en socs de charrue ». Le CIST a poussé ce genre de discussion intellectuelle un peu plus loin pour en faire une réalité. »

[Traduction libre]

— Allan Poole, coordonnateur principal,
Direction générale du Partenariat mondial, MAECI,
allocution au congrès tenu lors du 10^e anniversaire
du CIST, 28 octobre 2004

Projet : Appui au Centre international des sciences et de la technologie

En devenant membre à part entière du CIST en mars 2004, le Canada devenait du même coup le troisième plus important bailleur de fonds des travaux du centre (derrière les États-Unis et l'Union européenne); il est également membre du conseil de direction, composé de six pays,



M. Didier Gambier (à gauche), directeur exécutif adjoint du CIST, et M. James R. Wright (à droite), d'AEC, après la signature du protocole d'entente entre le Canada et le CIST, mars 2004

⁵ Le Canada apporte au CIST dix années d'expérience pertinente acquise grâce au programme appuyant le Centre des sciences et de la technologie de l'Ukraine. Ce dernier est actuellement géré par l'Agence canadienne de développement international.